

L'INVITÉ

L'art, les manières et les politiciens bas de gamme

QUENTIN MOURON ÉCRIVAIN



Certains de mes textes, dans ce journal ou ailleurs, ont provoqué des réactions pour le moins courroucées chez certains membres de la classe politique. Si mes interlocuteurs me reconnaissent le droit de m'exprimer sur l'actualité – après tout, je suis un citoyen – ils me dénie, en revanche, celui de le faire dans une langue qui m'est propre – celle-ci étant jugée trop audacieuse, trop lyrique, incompatible avec ce que l'on nomme le «débat d'idées». En d'autres termes, on me somme de rendre mon tablier. Je n'en ai pas l'intention. Pire: je pense que cela serait une faute, un attentat contre l'honneur et contre l'honnêteté.

En effet, il est bon – contrairement à ce que soutient une poignée de politiciens bas de gamme – que l'écrivain se tienne à une saine distance des structures du pouvoir, qu'il n'en ait pas le ton, les manières. Dans cette distance, précieusement, réside sa pertinence. Là, sa parole peut résonner – sans connaître les tristes assourdissements de la codification mondaine, de la ritualisation démocratique. C'est parce qu'il est libre que l'écrivain a de la valeur, et sa liberté consiste dans le refus de l'institution, du parti, du clocher. Il est possible qu'il passe pour hystérique, provocateur, qu'on l'accuse du délit – particulièrement grave en Suisse romande – de «caricature». Tant pis! Ne serait-il pas plus fou encore d'adopter une langue étrangère en espérant que celle-ci traduise sa pensée? Cela ne serait-il pas simplement déshonnête? Mais il est encore question d'honneur: lorsque je reçois une convocation de la Protection civile, ou une lettre des impôts, y constaté-je que l'on a consenti, eu égard à mon statut d'écrivain, des efforts de style? S'est-on départi, pour moi, du ton bureaucratique que l'on emploie pour tous les citoyens? L'institution lyrisise-t-elle? Me fait-elle l'honneur de quelques glissements non canoniques? Clive-t-elle quelques phrases? Anacoluthise-t-elle un peu? Du tout! Et elle a bien raison! Que dirait-on d'une administration qui change de ton au fil des citoyens, selon qu'ils soient riches, pauvres, hommes, femmes? Cela serait proprement inacceptable! Il n'en va pas autrement de l'écrivain.

Nous n'avalons pas notre langue

Conclusion: nous n'avalons pas notre langue. ◉